

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78011 VERSAILLES

VERSAILLES, le 23/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS

2 avenue du général De Gaulle
92140 CLAMART

Code AIOT : 0006507103

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/10/2022 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté Route de Guernes 78520 ST MARTIN LA GARENNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS
- le bois de la plaine 78520 ST MARTIN LA GARENNE
- Code AIOT : 0006507103
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société LAFARGEHOLCIM Granulats exploite plusieurs carrières de sables et graviers sur la commune de Saint Martin La Garenne (78) et plus largement dans la Boucle de Guernes. Ces carrières sont autorisées au titre de la rubrique ICPE 2510-1.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Excavation des déblais
- Suivi de chantier
- Analyse encaissant

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Excavation des déblais	Arrêté Préfectoral du 29/03/2022, article 1.2 alinéa 1	/	Sans objet
2	Décaissement du substratum	Arrêté Préfectoral du 29/03/2022, article 1.2 alinéa 3	/	Sans objet
3	Suivi de chantier	Arrêté Préfectoral du 03/08/2021, article 6.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate l'enlèvement de l'ensemble des déblais Eole sur les différentes zones concernées (stocks 1, 2, 3 et 4) dans le délai imparti prescrit par l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 mars 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Excavation des déblais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2022, article 1.2 alinéa 1
Thème(s) : Risques accidentels, Excavation des déblais
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'excavation des déblais débute dans un délai n'excédant pas un mois, et est achevée avant le 30 septembre 2022
Constats : L'inspection constate l'enlèvement de l'ensemble des déblais Eole sur les différentes zones concernées (stocks 1, 2, 3 et 4). L'inspection note que sur le suivi de chantier du 01/07/2022 : - l'évacuation des stocks 1, 2 et 3 étaient terminés ; - et que les 6 derniers lots du stock n°4 (lot 1, lot 5, lot 9, lot 10 et lot 11) ont été évacués entre le 17 juin 2022 et le 1 juillet 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Décaissement du substratum

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2022, article 1.2 alinéa 3
Thème(s) : Risques accidentels, Décaissement du substratum
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « Pour chaque zone du maillage de l'encaissant, selon les analyses de l'article 4.1., si la teneur en sulfure ne dépasse pas 0,1 %, et que les autres caractéristiques réglementaires des déchets inertes sont respectées, l'encaissant est maintenu en place dans la zone considérée. Pour chaque zone du maillage de l'encaissant, selon les analyses de l'article 4.1., si cette teneur en sulfure dépasse 0,1 %, ou que certaines caractéristiques réglementaires des déchets inertes ne sont pas respectées, l'exploitant procède à une analyse coût/bénéfice spécifique, sur la zone concernée, pour comparer la solution du maintien en place (avec potentiels éléments de gestion) et celle de l'excavation. En particulier, l'exploitant se positionne : par des méthodes qu'il décrit, sur l'impact effectif des déblais d'Eole sur l'encaissant, et donc sur la possibilité que les dépassements de valeurs mesurés soient intrinsèques à l'encaissant initial. L'exploitant prend en compte ce positionnement dans ses analyses coût/bénéfice ; le cas échéant, sur la profondeur de décapage nécessaire, à l'aide d'un diagnostic argumenté. Le décaissement est mis en œuvre selon les résultats de ces analyses coût/bénéfice. »
Constats : LAFARGE GRANULATS indique l'absence d'excavation de l'encaissant au droit des zones concernées par les stocks de déblais Eole; L'inspection constate la remise d'un rapport par LAFARGE GRANULATS sur les analyses et l'interprétation de l'encaissant ainsi que sur l'analyse coût/bénéfice, des zones concernées, pour comparer la solution du maintien en place et celle de l'excavation. Dans ce cadre, l'inspection a demandé à l'exploitant des compléments avant de statuer sur les suites à donner, c'est-à-dire sur le maintien en place ou non de l'encaissant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Suivi de chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2021, article 6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi de chantier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société LAFARGEHOLCIM GRANULATS établit une note synthétique de suivi de chantier, adressée à l'inspection des installations classées, toutes les 2 semaines, à compter du début des travaux d'excavation, comprenant notamment : <ul style="list-style-type: none">– l'avancement de la réalisation des sondages complémentaires ;– les résultats d'analyses des sondages pré-excavation dans les remblais ;– l'état d'avancement des terrassements ;– le plan de terrassement ;– le maillage conservé ou modifié ainsi que sa justification ;– l'analyse des éventuels rejets d'eaux et les justificatifs de leurs évacuations le cas échéant ;– l'analyse en boues du laveur de roue et les justificatifs de leurs évacuations le cas échéant. ;– les éléments relatifs au nettoyage des zones de transfert, appontement et toutes zones impactées ;– l'identification des lots en cours de transfert et réceptionnés sur les sites receveurs ;– la description des incidents et accidents.
Constats : L'inspection constate la présence d'une note synthétique de suivi de chantier, adressée à l'inspection des installations classées, toutes les 2 semaines, depuis le début des travaux d'excavation comprenant l'ensemble des éléments prescrit à l'article 6.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 août 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet